

Yémen : qu'attendre des discussions de Genève ?

Laurent Bonnefoy, chercheur CNRS au CERI/Sciences Po, membre du projet européen
When Authoritarianism Fails in the Arab World (WAFAW)

12 juin 2015

Le 14 juin doit s'ouvrir à Genève, sous l'égide de l'ONU, des discussions entre les belligérants d'une guerre que, de toute évidence, personne n'est en train de gagner. Cette conférence pourrait amorcer un processus de pacification qui sera long et réclamera inévitablement une implication des acteurs internationaux. Celle-ci ne pourra alors se limiter, comme actuellement, à un suivisme aveugle de la politique saoudienne.

Il y a deux mois et demi, la coalition militaire emmenée par l'Arabie Saoudite débutait son offensive au Yémen. L'opération «Tempête décisive» avait pour objectif affiché de rétablir le pouvoir du président Abd Rabuh Mansur Hadi. Celui-ci avait été poussé vers la sortie en janvier 2015 par la rébellion houthiste et avait trouvé refuge à Riyad. Il espérait rapidement mettre les houthistes à genoux, tout en écrasant leurs soutiens militaires liés aux réseaux de l'ancien président Ali Abdallah Saleh.

L'attaque saoudienne s'est révélée bien peu « décisive ». La pertinence d'une intervention armée extérieure pouvait déjà en elle-même être considérée comme discutable mais elle s'appuyait sur une vision stratégique tangible. De fait, les avancées houthistes étaient problématiques. Elles généraient du rejet de la part de très larges segments de la population yéménite et constituaient une impasse isolationniste. Qui pouvait raisonnablement accepter de voir à la tête d'un pays aussi dépendant que le Yémen (qui importe 90% de sa nourriture) une rébellion dont le slogan principal est « Mort à l'Amérique » ?

L'Iran avait certes opportunément choisi de soutenir les miliciens « zaydites-chiïtes » dans le pré-carré yéménite des Saoudiens mais la République islamique a finalement implicitement lâché son allié houthiste. Elle n'a en tout état de cause pas fait de l'offensive saoudienne un *casus belli* et se tient en retrait en dépit d'un discours offensif.

Malgré tout, l'inefficacité de « Tempête décisive » est patente. Les frappes aériennes devaient notamment permettre de « sauver » Aden, la seconde ville du pays vers laquelle les houthistes avançaient mi-mars. Les bombardements saoudiens ont finalement participé à sa destruction. La ville portuaire reste l'objet d'âpres combats et les soldats de la coalition n'ont toujours pas pu y poser le pied.

Pire, la capacité de projection des houthistes atteint maintenant les villes saoudiennes et les miliciens pénètrent de façon répétée plusieurs dizaines de kilomètres à l'intérieur du Royaume. Alors que les armes lourdes étaient censées avoir été détruites, début juin, trois missiles Scuds étaient tirés vers le nord, explosant par-delà la frontière.

En dépit d'une communication efficace et du contrôle exercé sur les chaînes d'information en continu (pour une fois la chaîne qatarie al-Jazeera suit la ligne officielle saoudienne comme sa concurrente al-Arabiyya), l'échec de la stratégie yéménite portée par le roi Salman et son fils Mohammed bin Salman, jeune ministre de la Défense, risque bien d'apparaître au grand jour. Leur position pourrait s'en trouver grandement fragilisée dans un contexte de concurrence au sein de la famille royale.

Par ailleurs, les pays membres de la coalition n'apportent qu'un soutien timide à « Tempête décisive » ; de fait, la manne pétrolière ne peut pas tout ! Aucune armée ne semble donc prête à jouer les supplétifs des Saoudiens en intervenant au sol. Les Egyptiens particulièrement gardent un très mauvais souvenir de leur intervention au Yémen entre 1962 et 1967. Le parlement pakistanais a même voté début avril pour son retrait de la coalition. Ce ne sont pas les 2 100 soldats sénégalais promis mais toujours attendus qui viendront effacer ces affronts ni changer significativement la donne sur le terrain.

Dans ce cadre, la stratégie exclusivement aérienne se révèle bien inefficace pour rétablir le pouvoir de Hadi. En revanche, elle tue des civils par centaines, détruit des infrastructures ainsi qu'un patrimoine culturel et archéologique unique au monde. La vieille ville de Sanaa, joyau classé par l'UNESCO, le mythique barrage de Mareb, situé au cœur du royaume antique de Saba, ont été touchés par les bombardements. Le blocus maritime et aérien imposé par les Saoudiens plonge le pays dans la famine. Les groupes jihadistes sunnites, Al-Qaïda en tête mais également l'organisation de l'Etat islamique qui émerge, voient leur logique sectaire anti-chiite indirectement légitimée par l'offensive saoudienne. Ils bénéficient en même temps du chaos ambiant et de l'affaiblissement militaire des houthistes qui les combattaient avec ardeur depuis de nombreux mois.

La communauté internationale est malheureusement quelque peu perdue face au dossier yéménite. Elle soutient par conséquent sans grande nuance la stratégie saoudienne et apporte même selon toute vraisemblance une aide logistique à la coalition. En avril, le Conseil de sécurité de l'ONU a voté à l'unanimité (moins l'abstention russe) la résolution 2 216 qui demande aux seuls houthistes de rendre les armes et les considère donc comme uniques responsables du conflit. La résolution échoue ainsi à prendre en compte les racines de la détérioration de la situation et l'ampleur du ressentiment de la population à l'égard des Saoudiens mais aussi du pouvoir de Hadi, dit « légitime ».

Dans ce contexte, qu'attendre de la conférence de Genève que Hadi a lui-même refusé de qualifier de « négociations » ? Sans doute pas grand-chose si les grandes puissances et l'institution onusienne continuent de suivre la logique intransigeante des Saoudiens et de Hadi. A priori, ce dernier ne se rendra d'ailleurs pas à Genève, tout comme son premier ministre, Khaled Bahah, un temps pourtant perçu comme l'homme providentiel. Avec l'approche du Ramadan qui débute le 18 juin, un cessez-le-feu pourrait toutefois être obtenu. Il ne réglerait rien sur le long terme mais offrirait du répit aux civils comme aux acteurs humanitaires. Il permettrait aussi à la coalition de sortir la tête haute de ce qui devient une impasse stratégique, en offrant du temps pour les négociations.

Maintenir le pari d'une solution militaire et d'un retour au pouvoir de Hadi lui-même a fait perdre un temps précieux. Il est urgent de mettre en avant des alternatives, élaborées notamment via la diplomatie omanaise. Il est essentiel de faire pression sur l'ensemble des parties en conflit de façon équilibrée. Genève pourrait alors inaugurer une phase de reconstruction, qui sera de toute évidence longue et difficile. L'Union européenne, Allemagne en tête du fait de sa diplomatie passée au Yémen, a sans doute là une carte à jouer. Cette dernière, qui devrait également impliquer la France, exige certes un peu de compétence et de capacité analytique mais surtout le courage de faire de la stabilité régionale une authentique priorité même si cela doit être au prix de quelques contrats d'armement payés en pétrodollars.